

En route vers les urnes ! (2/3)

L'ENJEU DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Les europhobes vont-ils prendre le pouvoir ?

La politique n'est pas dénuée de paradoxes. En Belgique, le premier parti représenté au Parlement fédéral est un parti qui souhaite... la disparition du pays ! Le Parlement européen pourrait-il se retrouver dans la même situation ? De divers côtés, en effet, les discours europhobes montent en puissance. Est-il imaginable dès lors qu'une majorité des futurs eurodéputés réclament la fin de l'Union ?



Dans quelques semaines, les Belges iront voter. Quels sont les enjeux de ces élections ? Pour quel parti voter ? En quoi l'Eglise peut-elle vous aider ? Durant trois semaines, Dimanche vous accompagne sur ces questions. **Aujourd'hui, cap sur le scrutin européen.**

Pas si vite ! Constatons tout d'abord que les voix contraires ne sont pas neuves. Dès les années 1980, surtout en Grande-Bretagne, certains s'insurgent contre l'approfondissement du projet européen. Mais c'est le 20 septembre 1992 que le premier coup de tonnerre éclate sous le ciel étoilé. Ce jour-là, les Français sont appelés à ratifier le traité de Maastricht via un référendum. A peine 51% des votants approuvent le projet. L'enseignement est clair : le relatif consensus dont la construction européenne faisait l'objet au sein des opinions publiques est en train de s'évaporer. Le phénomène se confirmera en 2005, lorsque Français et Néerlandais rejeteront le projet de traité constitutionnel. Si l'euroscpticisme a gagné en importance au cours des dernières années, cela s'explique par des phénomènes propres à l'UE. Pensons à la crise de l'euro, à la mauvaise gestion des flux

migratoires ou à la difficulté de concilier Ouest et Est de l'Union. Mais la crise de confiance dépasse largement le cadre européen. Dans bien des pays, les leaders populistes ont le vent en poupe. Et les discours anti-politique fleurissent. Logique, dès lors, que l'Europe soit aussi touchée.

Réalisé en février, un sondage prédit une montée des forces eurosceptiques aux prochaines élections. Le groupe Europe des Nations et des Libertés, auquel appartient Marine Le Pen, pourrait ainsi gagner 22 sièges. Mais au total, le poids des europhobes devrait demeurer mesuré. Sur 705 sièges, 150 ou 160 devraient leur revenir. Pas beaucoup plus. Deux éléments joueront même franchement en leur défaveur : le prochain départ des Britanniques, et la sempiternelle incapacité des eurosceptiques à s'unifier.

✍ Vincent DELCORPS



Sur 705 sièges, 150 ou 160 devraient revenir aux forces eurosceptiques.

LA QUESTION DE SENS

Le vote doit-il rester obligatoire en Belgique ?

Lorsque les observateurs analyseront les résultats des européennes, le cas belge se distinguera. Il est même possible que les Belges finissent en tête ! De quoi ? De la liste des pays où les citoyens se seront le plus massivement rendus aux urnes. Par amour de l'Europe ? Pas vraiment. Plutôt par obligation. Car dans notre pays, le vote n'est pas seulement un droit, c'est aussi une obligation. Et en la matière, notre pays fait figure d'exception. Sur le continent, il n'y a qu'au Luxembourg, en Grèce, en Bulgarie, à Chypre et au Liechtenstein que les électeurs sont également tenus d'exprimer leur vote.

C'est en 1893 que le législateur belge a rendu le vote obligatoire. La raison est d'abord stratégique. Les catholiques et les libéraux, alors au pouvoir, craignent que l'introduction, la même année, du suffrage universel (tempéré par un système de vote plural) leur fasse perdre le monopole du pouvoir, au profit des socialistes – les "extrémistes" de l'époque. Mais un autre élément joue aussi : on considère déjà que le vote obligatoire favorisera l'expression véritable de la volonté nationale.

L'obligation doit-elle être maintenue ? Régulièrement, la question est soulevée. Les opposants égrènent les arguments. La contrainte serait infantilisante : elle ne favoriserait pas une véritable réflexion politique chez les citoyens. Elle serait aussi décourageante, n'incitant pas les politiques à susciter l'intérêt des citoyens. Au-delà, elle ne serait pas franchement libérale, car ne respecte-

rait pas la liberté des citoyens. Enfin, elle serait absurde. Car si les électeurs sont théoriquement obligés de voter, ils ne sont, dans les faits, guère poursuivis s'ils s'en abstiennent.

Que penser ? "L'obligation de vote est un atout pour le développement de la démocratie", pose Guy Cossée de Maulde. Chargé d'étude au Centre Avec, le centre d'analyse sociale des jésuites, l'homme est l'auteur d'une analyse sur le sujet. Il y distingue deux conceptions de la liberté. La première consiste à permettre à chacun de faire ce qui lui plaît, tant qu'il ne porte pas atteinte à la liberté de l'autre. Selon la seconde, la liberté de chaque personne se vit dans une société, à laquelle elle est largement redevable. Et vis-à-vis de laquelle elle a des responsabilités. Guy Cossée de Maulde privilégie cette seconde conception. "La liberté n'est pas l'absence d'obligations : chacun a bel et bien une responsabilité vis-à-vis de la société."

Reste que contraindre le citoyen à voter ne peut suffire. Surtout en ces temps de méfiance aiguë. De ce point de vue, le rôle des corps intermédiaires et du tissu associatif est sans doute capital. Au-delà, il est manifeste que les politiques eux-mêmes ont un rôle à jouer. "Il est de la responsabilité des élus de faire connaître à leurs électeurs ce que sont les véritables enjeux auxquels nous avons tous à faire face", insiste Guy Cossée de Maulde. (V.D.)

Pour aller plus loin : Guy Cossée de Maulde, "Obligation de voter : pratique infantilisante ou atout pour la démocratie ?" (centreeavec.be)

LE REGARD DU PRÊTRE

"Le rêve européen, un projet de paix"

Le 19 septembre 1946, c'est dans un continent en ruines que Winston Churchill prononça à Zurich un discours visionnaire à propos du destin européen : "Ce continent magnifique, qui comprend les parties les plus belles et les plus civilisées de la terre, qui a un climat tempéré et agréable et qui est la patrie de tous les grands peuples apparentés du monde occidental. L'Europe est aussi le berceau du christianisme et de la morale chrétienne. Elle est à l'origine de la plus grande partie de la culture, des arts, de la philosophie et de la science du passé et du présent. Si l'Europe pouvait s'unir pour jouir de cet héritage commun, il n'y aurait pas de limite à son bonheur, à sa prospérité, à sa gloire, dont jouiraient ses 300 ou 400 millions d'habitants. En revanche, c'est aussi d'Europe qu'est partie cette série de guerres nationalistes épouvantables (...) Ces horreurs, Messieurs, peuvent encore se répéter. Mais il y a un remède (...) Il consiste à reconstituer la famille européenne, ou tout au moins la plus grande partie possible de la famille européenne, puis de dresser un cadre de telle manière qu'elle puisse se développer dans la paix,

la sécurité et la liberté. Nous devons ériger quelque chose comme les États-Unis d'Europe. (...) J'en viens maintenant à une déclaration qui va vous étonner. Le premier pas vers une nouvelle formation de la famille européenne doit consister à faire de la France et de l'Allemagne des partenaires."

Churchill l'avait compris : le rêve européen est avant tout un projet de paix. L'Europe, c'est Adenauer reçu en 1958 par de Gaulle à La Boissière, sa résidence personnelle à Colombey-les-Deux-Eglises ; c'est Schmidt et Giscard mettant sur pied, en 1979, le Système Monétaire Européen ; c'est la main que se donnent Kohl et Mitterrand en 1984 devant l'ossuaire de Douaumont.

Ce qui a changé, c'est que les générations au pouvoir en Europe n'ont plus vécu la guerre. Beaucoup ont, dès lors, oublié que derrière les tractations économiques, se cache un enjeu de paix. Ce 26 mai, puisse l'électeur prendre le scrutin européen au sérieux et envoyer au Parlement européen des députés courageux et visionnaires.

✍ Eric de BEUKELAER, vicaire épiscopal du diocèse de Liège